

# Prisons : le «plan» de Manuel Valls contre la surpopulation et la radicalisation suscite la critique

écrit par Laveritetriomphera | 8 août 2016



Que de bonnes résolutions pour la rentrée ! Les Français vont enfin payer pour les prisonniers qui n'en peuvent plus de la promiscuité. Et dire qu'il faut payer des frais supplémentaires dans certaines cliniques pour avoir une chambre individuelle...

En pleine pause estivale, Manuel Valls occupe toujours le terrain. En visite à la maison d'arrêt de Nîmes, emblématique de la surpopulation carcérale, le Premier ministre a promis de s'attaquer aux problèmes des prisons. A la rentrée.

Lors de sa visite à la maison d'arrêt de Nîmes en compagnie du ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas, Manuel Valls a annoncé «des réflexions qui permettront de faire face à l'accroissement de la population carcérale à moyen terme». Les prisons françaises comptent actuellement près de 70 000 détenus, record atteint en juillet dernier, pour 58 000 places seulement.

Le constat n'est pas nouveau mais selon Manuel Valls, le gouvernement agit. «Des pistes seront présentées à l'automne, avec un plan spécifique, concret, financé car

par le passé il y a eu tant d'annonces mais jamais financées» a-t-il annoncé, faisant valoir que le gouvernement avait «créé plus de 1 100 postes dans l'administration pénitentiaire».

**Lire aussi :** [Salah Abdeslam bénéficierait d'une salle de sport personnelle en prison](#)

Pour cette opération, le Premier ministre a choisi un symbole : la maison d'arrêt de Nîmes, une prison emblématique de la surpopulation carcérale en France et un établissement sanctionné en 2015 par le Conseil d'Etat pour ses conditions de détentions. A l'image de nombreux établissements pénitentiaires, la prison de Nîmes accueille dans des conditions d'hygiène et de promiscuité déplorables quelque 406 détenus pour 192 places, très loin des conditions idéales de la cellule individuelle.

### **Des cellules individuelles pour lutter contre la radicalisation**

Lire aussi



[Formation des imams, surveillance des prisons... la France muscle son dispositif contre-terroriste](#)

«Nous luttons avec détermination contre la radicalisation en prison», a affirmé le Premier ministre qui a martelé que le gouvernement «agissait, et tout particulièrement depuis que Jean-Jacques Urvoas est garde des sceaux», précision que certains observateurs, s'appuyant sur une inimitié notoire, interprètent comme une pique à l'endroit de Christiane Taubira, en poste jusqu'en janvier 2016.

Le ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas a quant à lui rappelé qu'il devait présenter au Parlement à la rentrée un rapport sur «l'encellulement individuel», une «priorité du gouvernement [...] parce qu'aujourd'hui c'est un impératif de sécurité».

### **Des critiques dans l'opposition et sur les réseaux sociaux**

La vague d'attentats terroristes en France pose en effet la question urgente de la radicalisation en prison et de l'action des autorités contre ce phénomène. Le député Les Républicains (LR) Georges Fenech a ainsi renvoyé le gouvernement au bilan de Christiane Taubira :



Bruno Beschizza, maire LR d'Aulnay-sous-bois, dénonce quant à lui une prise de conscience tardive et rappelle qu'après son élection, François Hollande est revenu sur la décision de son prédécesseur Nicolas Sarkozy de créer 8 000 places de prison supplémentaires :

Paris, le 8 août 2016

## COMMUNIQUE DE PRESSE

À l'occasion d'un déplacement à la maison d'arrêt de Nîmes, Manuel Valls a annoncé la présentation à l'automne d'un "plan spécifique, concret et précis" sur le parc pénitentiaire.

Bruno BESCHIZZA rappelle que la première décision de François HOLLANDE a été de revenir sur la création de 8.000 places de prison supplémentaires décidée sous le précédent mandat de Nicolas SARKOZY et que la première visite ministérielle du Ministre de la Justice de l'époque avait été consacrée aux loins des détenus.

Alors qu'aujourd'hui plus de 100.000 peines sont en attente d'exécution, Bruno BESCHIZZA, Secrétaire National à la Sécurité des Républicains, s'étonne donc de la prise de conscience tardive de la part du Premier Ministre du problème de la surpopulation carcérale en France. Il rappelle la volonté des Républicains de construire 20.000 places supplémentaires.

Les superlatifs utilisés pour décrire ce plan ne feront jamais oublier l'inaction des gouvernements successifs de François HOLLANDE qui depuis bientôt 5 ans ont préféré essayer de faire baisser le nombre de prisonniers sans jamais faire baisser le nombre de délinquants par exemple avec la contrainte pénale, exigée de l'anglaise et du désarmement pénal qui a prédominé durant tout son quinquennat.

**Bruno BESCHIZZA**  
Secrétaire National à la Sécurité

Tandis que Yoann Gillet, secrétaire général du FN dans le département du Gard, déplore avoir été écarté de la visite officielle :



Les utilisateurs des réseaux, quant à eux, relèvent ce qu'ils considèrent comme des incohérences de la politique carcérale :



La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné à plusieurs reprises la France pour l'état de ses prisons, leur sur-occupation et leurs conditions de détention. En 2013, la CEDH dénonçait ainsi l'impossibilité «d'utiliser les toilettes de manière privée», et les manquements aux «exigences sanitaires de base». L'Observatoire international des prisons, l'OIP, avait alors considéré le jugement de la CEDH comme un «sérieux avertissement à la France».

[France](#)

<https://français.rt.com/france/24865-prisons-manuel-valls-prom-et>